

3.6 L'investissement par salarié, même s'il tend à se rapprocher de la moyenne nationale, est encore inférieur à celle-ci (31,330 F contre 38,500 F pour la période 88/89).

3.7 En 1991, l'indice de création d'entreprise est très inférieure à la moyenne des régions françaises (Auvergne: 57; France: 100; Ile-de-France: 166.5) et encore plus préoccupant, le taux de création d'emplois durables à 5 ans est le plus faible de France (1.1% contre 1.6% pour la France).

Ces faiblesses sont un réel handicap alors que l'industrie auvergnate subit de plein fouet une crise importante depuis le début des années 1980.

4. UN DÉFI PERMANENT

4.1 L'évolution industrielle de ces vingt dernières années apparaît en Auvergne comme ayant lieu avec un temps de retard par rapport à l'ensemble du pays. Ainsi ce n'est qu'à partir du début des années 80 que l'Auvergne a commencé à subir les contrecoups de la crise industrielle. En effet, alors qu'elle semblait avoir échappé à la crise entre 1975 et 1980, la région ne perdant que 2% de ses emplois industriels (contre 8% en France), les suppressions d'emplois ont atteint 18% entre 1981 et 1986 contre 12% pour l'ensemble du pays. De même, la reprise s'est ressentie avec retard: +1% en 1989 en Auvergne, contre +1.2% en France. Depuis lors, la mise en place de deux plans de réductions d'effectifs chez Michelin à Clermont-Ferrand en 1990 et 1991 (4,500 personnes au total sur 22,000) ont encore creusé l'écart.

4.2 Aujourd'hui, le bassin d'emplois de Clermont-Ferrand apparaît comme très fortement sinistré, ceci alors que les effets des sinistres précédents dans les autres bassins de la région, et en particulier ceux de Montluçon et du Val d'Allier (Issoire-Brioude) classés comme "Pôles de conversion" en 1987, ne sont pas terminés.